

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 495 - 1 €

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »  
Revue théorique  
« il comunista »  
Journal bimestriel en italien  
« el programa comunista »  
Revue théorique en espagnol  
«Proletarian»  
Journal en anglais

Journal bimestriel  
**N° 495**  
Déc. 2009 - Jan.-Fév.-Mars 2010  
47<sup>e</sup> année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,  
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

## DANS CE NUMERO

- Italie: La révolte des travailleurs immigrés de Rosarno
- La révolte des prolétaires immigrés africains sur les terres des mafias calabraises enseigne aux prolétaires italiens que non seulement le besoin économique, mais aussi la dignité de vie pour tout travailleur doit être au centre de la lutte ouvrière!
- Crise capitaliste: L'austérité imposée aux travailleurs grecs est un avertissement pour les prolétaires des autres pays
- Une nouvelle brochure: L'Invariance du marxisme
- Drizzo losovsky: La nature du réformisme
- Le capitalisme porte une responsabilité écrasante dans la catastrophe provoquée par le tremblement de terre à Haïti !
- Une initiative du parti: republication en italien de «Terrorisme et communisme» de Léon Trotsky

## A propos des élections régionales: A bas la mystification électorale, vive la lutte prolétarienne!

L'aggravation de la situation des travailleurs, en France comme ailleurs, devient de plus en plus criante avec une crise économique qui n'en finit pas de finir. Malgré les affirmations gouvernementales, le chômage augmente (officiellement plus de 3.800.000 en janvier, en hausse de 14% sur l'année précédente), les salaires sont bloqués, la précarité se généralise. Fillon a annoncé la couleur: le chômage va augmenter encore, tandis que Sarkozy prépare de nouvelles mesures contre les retraites. Dans les mois qui viennent, des politiques dites d'austérité vont se généraliser, y compris en France, à l'image de ce que les gouvernements européens imposent déjà à la Grèce ou de ce qu'a décidé le gouvernement espagnol: baisse des dépenses sociales, attaques contre les retraites, pression accrue sur les salaires, etc.

Pour les capitalistes et leur Etat, il faut non seulement restaurer les équilibres financiers mis à mal par le sauvetage du système bancaire et les mesures de relance économique, mais plus généralement restaurer les taux de profit ébranlés par la crise.

Et pour cela le capitalisme ne connaît qu'une seule solution: faire payer les prolétaires, c'est-à-dire accroître leur exploitation et dégrader leurs conditions de vie dans tous les domaines (de la santé aux retraites, en passant par le logement). Mais pour que cette véritable **offensive de classe bourgeoise** réussisse, elle ne doit pas susciter une réaction de lutte prolétarienne, les grèves qui éclatent inévitablement ici et là doivent rester isolées. Les gouvernants ont donc un besoin vital que les grandes (et moins grandes) organisations syndicales jouent pleinement leur rôle de **sabotage des luttes**, quand

( Suite en page 2 )

## La nationalité de l'ouvrier n'est pas française, ni anglaise, ni allemande, c'est le travail, l'esclavage libre, le marchandage de soi-même.

Son gouvernement, n'est pas français, ni anglais, ni allemand, c'est le Capital. Son atmosphère natale n'est pas française, ni anglaise, ni allemande, c'est l'atmosphère de l'usine. Le sol qui lui appartient en propre n'est pas un sol français, ni anglais, ni allemand; il se trouve quelques pieds sous terre.

(Karl Marx, «Critique de l'Économie nationale» 1845)

La campagne organisée pendant plusieurs mois par le gouvernement sur le thème de l'«identité nationale» doit être bien comprise: au-delà des calculs politiques immédiats, elle s'inscrit dans une situation où, à l'échelle européenne et mondiale, les gouvernements accentuent leurs efforts pour renforcer l'intoxication chauvine et les réflexes d'union nationale parmi les prolétaires.

Pour résister à une crise économique profonde et éviter qu'elle se transforme en crise sociale, il est vital pour les bourgeois de convaincre les travailleurs d'accepter des sacrifices en faveur d'un supposé «intérêt national» censé être commun à tous et au dessus de tous les «égoïsmes» de classe. L'hostilité envers les travailleurs étrangers est un des objectifs essentiels de toute campagne nationaliste. Faisant miroiter aux travailleurs autochtones une situation supérieure à celle des travailleurs immigrés, elle dresse ces deux catégories de prolétaires

l'une contre l'autre, paralysant ainsi toute action de classe unie contre les capitalistes. Marx faisait déjà remarquer à son époque que l'hostilité entre ouvriers anglais et irlandais était un des secrets du maintien de la domination de la classe bourgeoise dans ce pays (1). Depuis, dans tous les Etats capitalistes les bourgeois ont appris à susciter mille rivalités au sein du prolétariat pour l'affaiblir, la rivalité suivant la nationalité étant l'une des plus efficaces et des plus difficiles à surmonter. Les campagnes anti-islamiques récurrentes font partie intégrante de cet effort constant pour diviser les prolétaires entre eux, les travailleurs immigrés étant majoritairement adeptes de cette religion; ces campagnes alimentant et s'appuyant sur le sentiment dont parlait Lénine de «supériorité nationale» chez travailleurs autochtones par rapport aux travailleurs immigrés perçus comme incultes, barbares, arriérés. Le travailleur français qui croit dur comme fer aux illusions démocratiques, aux

superstitions nationales et à la bonté supérieure de l'Etat, sera disposé à se serrer la ceinture pour sauver l'économie capitaliste; mais il n'aura que mépris pour son camarade de travail qui jeûne au moment du Ramadan! Ce que veut la classe dominante, c'est que l'un et l'autre acceptent les diktats du capital, que ce soit au nom de la démocratie nationale ou au nom d'Allah, et qu'ils ne s'unissent pas pour leur résister...

L'opposition aux divisions nationales, aux campagnes sur l'identité nationale et aux discriminations envers les prolétaires étrangers, intéresse au premier chef les prolétaires car c'est l'unité du prolétariat et donc sa capacité à reprendre la voie de la lutte de classe qui est en jeu. La position de classe sur cette question n'a par conséquent rien à voir avec les positions démocratiques, humanitaires ou charitables qui sont aujourd'hui majoritaires. Les travailleurs

( Suite en page 2 )

## La révolution anticapitaliste occidentale

Dans notre dernier numéro, nous avons publié un texte de Trotsky sur **crise et révolution**. Nous publions maintenant un texte centré sur l'inévitabilité de l'éclatement de la crise de l'économie capitaliste; il s'agit de la deuxième partie de l'exposé fait par Amadeo Bordiga le 26 avril 1953 à la réunion de Gênes du parti.

La première partie de cet exposé, publiée à plusieurs reprises sous le titre «Les révolutions multiples» (1), était consacrée à expliquer et développer la notion d'«aires géo-historiques»: le développement socio-économique de l'humanité ne s'accomplit pas au même rythme et dans les mêmes temps. Certaines parties du monde sont «en retard» à cet égard par rapport à d'autres, le capitalisme ne s'y est pas encore développé, il subsiste des formes de production et sociales archaïques, etc.

En conséquence, dans les régions où la révolution bourgeoise n'a pas encore eu lieu, les prolétaires doivent soutenir les luttes révolutionnaires qui s'y déroulent contre les structures précapitalistes et la domination coloniale, alors que dans les pays capitalistes développés les orientations et les slogans liés à ces mouvements passés, agités notamment pas les stalinien, ne sont plus que contre-révolutionnaires.

Le thème de la deuxième partie portait sur «Economie et

1. Après avoir établi l'analyse de la situation mondiale qui suit la deuxième guerre impérialiste, et étant clairement entendu que la consolidation après deux victoires des grands centres impériaux du capitalisme, ne coexiste pas (comme elle ne pouvait coexister) avec la consolidation d'un Etat ouvrier qui construirait le socialisme à l'Est - mais qu'il s'agit d'un rapport entre formes de capitalisme mûres et formes récentes et jeunes qui peuvent soit se rencontrer dans une économie mercantile mondiale unique, soit s'affronter dans des

conflits armés pour la conquête de zones de marché, les lignes de fracture potentielles étant nombreuses -, il nous faut maintenant tourner notre attention sur le passage en occident du plein capitalisme à la société communiste: révolution qui n'est pas double, qui n'est pas «impure».

2. Nous avons démontré que les données «officielles» de Staline sur l'économie sociale russe correspondent aux caractéristiques classiques du capitalisme, réfutant ainsi les

crise de l'Occident». Il entendait réfuter les théories apologétiques d'une croissance économique permanente du capitalisme occidental et de l'amélioration toute aussi permanente du bien-être que celui-ci apportait aux masses de la population. Contre ces assertions, Bordiga rappelait la perspective marxiste classique de la **crise catastrophique de surproduction** qui frapperait inévitablement les économies capitalistes occidentales en pleine expansion, et surtout la première d'entre elles, celle des Etats-Unis, tout en affirmant que la distance nous séparant de cette crise et de la révolution ultérieure ne pouvait se mesurer qu'à l'échelle de décennies, voire de demi-siècle. L'exposé était illustré de citations de Marx et il comprenait une analyse détaillée de diverses statistiques économiques américaines.

Malheureusement le texte dont nous donnons ici la traduction (2) n'est qu'un court résumé de cet exposé dont il manque certains développements significatifs. En outre il comporte des passages elliptiques et quelques obscurités que nous avons essayé d'éclaircir en nous basant sur le compte-rendu publié alors sur le journal du parti (3). En dépit de ces lacunes, et bien que le thème ait été repris dans d'autres réunions, il nous a semblé intéressant de le faire connaître au lecteur de langue française.

deux thèses selon lesquelles nous serions en présence ou d'une société socialiste ou d'une forme «nouvelle» inconnue du marxisme (thèse encore plus malheureuse que la première); de la même façon les données de l'économie occidentale, et notamment des Etats-Unis, y compris tirées des sources «officielles» de l'infécté propagande du «monde libre» coïncident entièrement avec la description marxiste du capitalisme d'où découle, en dépit de

( Suite en page 6 )

## La nationalité de l'ouvrier n'est pas française, ni anglaise, ni allemande, c'est le travail, l'esclavage libre, le marchandage de soi-même.

( Suite de la page 1 )

immigrés sont les frères de classe des prolétaires français et la solidarité de classe envers eux est un besoin impérieux pour la lutte prolétarienne; ce ne sont des combattants de classe qu'il ne faut pas laisser entre les griffes de l'adversaire capitaliste, et non des malheureux dont il faut avoir pitié au nom des principes de la morale, de la Démocratie ou de la Justice immanentes...

### UNE «JOURNÉE SANS IMMIGRÉS» ET SANS... LUTTE

La «journée sans immigrés» prévue pour le premier mars a donné l'exemple parfait de ce que signifie l'absence de toute position de classe. Cette initiative n'a eu qu'un pâle succès d'estime; selon la presse, quelques centaines de personnes se sont rassemblées dans quelques villes. Elle avait pourtant non seulement reçu le soutien du PS, de la CFDT, FSU, SUD, Syndicat de la Magistrature, etc. ainsi que du NPA de Besancenot, mais elle avait également bénéficié d'un éclairage médiatique important et tout à fait inhabituel: première page du quotidien *Le Monde* et articles dans pratiquement toute la presse.

Cette sollicitude apparemment inattendue s'explique par la nature même de l'initiative: une initiative **petite bourgeoise**, qui pouvait être bien utile comme contre-feu ou dérivatif aux tensions sociales qui se manifestent dans ce secteur particulièrement exploité de la classe ouvrière.

Présentant leur action comme une initiative «citoyenne», c'est-à-dire individuelle, démocratique et pacifiste («*contre les tensions entre les citoyens de notre pays*»), les initiateurs invoquaient dans leurs déclarations les «valeurs de la république» et le «rayonnement de la France» (2). Comptant sur la mobilisation virtuelle des réseaux sociaux (Facebook et autres Twitter) et à

l'inverse de ce qui s'est passé en Italie (3), ils ne voulaient pas parler de grève (préférant mettre l'accent sur... le refus de la consommation), et ils ont refusé d'organiser des manifestations pour «éviter les débordements».

Les débordements qu'ils redoutaient évidemment, c'étaient ceux qui auraient été causés par la présence des prolétaires immigrés en grève et en lutte! S'ils critiquaient la campagne sur l'identité nationale qui stigmatise de fait les immigrés et leurs descendance, les organisateurs ont en effet soigneusement évité de mentionner tout ce qui pouvait évoquer, non seulement les luttes en cours, mais plus simplement tout ce qui a trait aux problèmes et à la condition prolétariennes des travailleurs immigrés, avec ou sans-papiers.

### SANS-PAPIERS: INTÉRÊTS COMMUNS ENTRE LA CGT ET LE PATRONAT

Pendant ce temps, ignorés des organisateurs de la «journée sans immigrés» des milliers de travailleurs immigrés sans papiers continuaient leurs grèves en région parisienne. Le mouvement, commencé en octobre, est chapeauté par la CGT, épaulée par une série d'autres syndicats et organisations (CNT, SUD, Réseau Education Sans Frontières, NPA, etc.). Comme nous l'écrivions dans le n° précédent du *Prolétaire*, la CGT avait clairement défini comme objectif, non la régularisation de tous les sans-papiers, mais l'obtention... d'une circulaire définissant de façon précise et homogène les conditions de la régularisation! Et pour ce faire elle a longuement négocié avec le ministère. Une telle orientation stérilisait complètement le mouvement et faisait le jeu du gouvernement, comme on a pu le constater lorsque la fameuse circulaire a été publiée fin novembre: elle est encore plus restricti-

ve. Alors que la CGT n'a organisé aucune action de solidarité auprès des travailleurs français, la répression patronale et étatique a eu raison de la plupart des piquets de grève. Si les grévistes ont ouvertement rejeté la revendication d'une nouvelle circulaire pour demander la régularisation de tous (ce qui était en réalité leur revendication de départ), le gouvernement joue le pourrissement de la lutte, bien conscient qu'il n'a rien à redouter de la CGT. Nouvelle démonstration: la manifestation du 13 février avait été organisée par la CGT en direction du siège du MEDEF. Pour quelle raison? Pour chercher le **soutien du patronat** à la régularisation des travailleurs sans-papiers, selon ce qu'affirme en toute lettre la CGT elle-même! F. Blanche, dirigeante confédérale chargée de cette question a même déclaré à propos des patrons: «*Nos intérêts se rejoignent, arrêtons l'idéologie et traitons cette question économique*» (4)! Finalement une déclaration commune a été signée par la CGT et certaines organisations patronales.

Les bonzes syndicaux défendent une communauté d'intérêts avec les patrons; mais les intérêts des prolétaires, avec ou sans-papiers, sont absolument **antagoniques à ceux des patrons**. L'orientation de collaboration des classes de la CGT et de ses flanc-gardes qui voudrait faire croire à un mythe commun entre exploités et exploités, ne peut entraîner que la défaite des luttes ouvrières, car c'est toujours l'intérêt prolétarien qui est en fin de compte sacrifié. C'est seulement en se mobilisant pour la défense exclusive de leurs intérêts de classe que les prolétaires peuvent trouver la force nécessaire pour lutter contre les patrons et leur Etat; c'est sur cette base qu'ils peuvent trouver et étendre la solidarité de classe des autres travailleurs, **la seule réelle et efficace**. Le soutien humanitaire des intellectuels et les mouvements petit-bourgeois qui veulent éliminer les tensions entre citoyens (c'est-à-dire la lutte entre les classes) ne vaut rien face à la détermination des bourgeois qui, eux, savent parfaitement défendre leurs intérêts de classe.

**Bourgeois contre prolétaires, classe contre classe**: voilà la seule orientation qui doit guider les prolétaires dans les luttes quotidiennes contre l'exploitation et la répression capitalistes.

Elle signifie la **rupture avec la collaboration des classes**, c'est-à-dire avec les idéologies et les pratiques démocratiques, légalistes, pacifistes et nationales, avec la concurrence entre prolétaires de diverses nationalités, religions, sexes, âges, avec les divisions corporatives et d'entreprise, entre chômeurs et occupés, entre travailleurs précaires et fixes. Et par conséquent la rupture avec toutes les organisations qui défendent la collaboration des classes dans les rangs ouvriers, à plus forte raison si elles se prétendent défenseurs des travailleurs, anticapitalistes ou révolutionnaires.

- **Pour la régularisation immédiate de tous les sans-papiers, la fin de toutes les discriminations, la libération des sans-papiers emprisonnés, l'arrêt des expulsions!**

- **Pour l'unité des prolétaires de toutes nationalités!**

- **Pour la reprise de la lutte de classe anticapitaliste!**

- **Pour la reconstitution du parti de classe, internationaliste et international!**

- **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!**

(1) L'Irlande était alors une colonie de la Grande-Bretagne et les ouvriers anglais étaient largement contaminés par les préjugés colonialistes vis-à-vis des ouvriers irlandais: ceux-ci les voyaient comme des partisans de leur oppression. Marx conclura que la lutte pour l'indépendance de l'Irlande était la condition pour rendre possible l'unité entre ouvriers des deux nationalités.

(2) Citation tirées du «Manifeste pour la journée sans immigrés».

(3) En Italie, après les événements de Rosarno dont nous parlons dans d'autres articles ainsi que d'autres affrontements qui ont eu lieu à Milan, divers syndicats et partis se sont associés à la journée de grèves et de manifestations - évidemment dans le but de la contrôler: pour faire retomber la tension, une initiative virtuelle inoffensive ne suffisait pas.

(4) Voir sur le site de la CGT: [www.cgt.fr/spip.php?article36913](http://www.cgt.fr/spip.php?article36913)

(5) Ibidem

## A propos des élections régionales:

### A bas la mystification électorale, vive la lutte prolétarienne!

( Suite de la page 1 )

elles ne peuvent les empêcher.

C'est ce qu'elles arrivent à faire de façon efficace, comme on l'a encore malheureusement vu lors des grèves des raffineries de Total: un moment surprise par la détermination des travailleurs des autres raffineries à voter la grève illimitée en solidarité avec les travailleurs de Dunkerque, la CGT a réussi à faire voter l'arrêt du mouvement sur de vagues promesses de la direction juste au moment où la grève menaçait de prendre toute son efficacité en provoquant la pénurie de carburant! De tels exemples se sont multipliés ces derniers temps (comme l'isolement des luttes des travailleurs sans-papiers) au point que le quotidien patronal «Les Echos» du 26 février se réjouissait d'une «alliance Sarkozy- CGT» qui signifiait, selon lui, «la défaite des thèses de la lutte radicale», ce qui était bon «pour la France» (lire: pour les capitalistes français)!

Mais si la politique de **collaboration de classes** des appareils syndicaux a pu jusqu'ici paralyser les travailleurs devant les attaques capitalistes, elle ne peut suffire; il faut également dévier tant qu'il est temps le mécontentement croissant des prolétaires dans des voies inoffensives: c'est le rôle classique des élections et du mensonge démocratique, selon lequel en déposant un bout de papier dans une urne on pourrait changer la politique gouvernementale, comme si celle-ci n'était pas fondamentalement déterminée par les **intérêts de la classe dominante**.

Les élections régionales tombent à point nommé pour faire diversion des problèmes réels qui se posent aux millions de prolétaires; l'important ne serait pas de se préparer à une **lutte véritable** contre les attaques capitalistes, mais de voter en faveur de telle ou telle liste afin que la droite n'ait pas le contrôle de la région donnée.

Comme il n'est pas très facile de faire mordre les prolétaires à cet hameçon (qui peut croire qu'un changement de majorité aux assemblées régionales changerait quoi que ce soit à la situation des travailleurs?), la participation des démagogues d'«extrême gauche» se prétendant «anticapitalistes» ou «révolutionnaires» est indispensable pour donner un peu de crédibilité à cette **farce électorale**: de Lutte Ouvrière qui affirme qu'un vote pour ses listes serait le moyen pour «le monde du travail» d'«exprimer sa colère» au NPA selon qui voter pour lui permettrait d'«exprimer notre volonté de tout changer et d'en finir avec un capitalisme injuste», ceux-ci s'emploient donc à épauler les réformistes traditionnels en faisant croire comme eux aux prolétaires qu'il serait possible d'exprimer quelque chose dans ce **jeu truqué** qui ne profite qu'à la bourgeoisie!

La force réelle des travailleurs ne se trouve pas dans les élections, où il s'agit seulement, comme disait Marx, d'élire, pour un certain nombre d'années les politiciens qui fouleront aux pieds les intérêts des prolétaires; tant qu'existe la division de la société en classes et que la **domination de classe** de la bourgeoisie et la force de son Etat reste intactes, les élections ne seront qu'une dupe-

rie. La force des prolétaires, elle ne peut se situer que dans l'action collective, dans la grève; à condition que celle-ci se mène sur des orientations et avec une organisation **de classe**: par exemple les grévistes des raffineries auraient pu mettre pratiquement la vie économique du pays à genoux et donc établir un rapport des forces très favorable avec leur patron et l'Etat, s'ils n'avaient pas suivi les consignes de la CGT!

Pour se défendre contre les capitalistes il faut donc rompre avec les illusions démocratiques et électoralistes et les organisations de gauche et d'extrême gauche qui les propagent, il faut rompre avec la croyance en la collaboration entre les classes et les appareils syndicaux qui la pratiquent; bref, il faut rompre avec l'idée et pratique selon laquelle il existerait un **intérêt national** à défendre en commun avec toutes les classes et tous les citoyens: il n'existe en réalité que des intérêts de classe opposés. Ou on défend l'intérêt des exploités, ou on défend l'intérêt des exploités. Les prolétaires ne pourront résister à la classe ennemie et la vaincre qu'en luttant pour leurs seuls intérêts de classe et en s'organisant pour cette lutte indépendamment de tous les valets de la classe dominante.

Cela ne pourra se faire du jour au lendemain, mais c'est sur cette voie qu'il faut s'engager!

**A bas la mystification électorale!**

**A bas la collaboration de classe!**

**Une seule solution: la lutte prolétarienne avec les moyens, les méthodes et l'organisation de classe !**

26 février 2010

#### «programme communiste»

N° 100 - Décembre 2009

#### Au sommaire

- Le parti de classe prolétarien face à la crise économique actuelle du capitalisme mondial
- Histoire de la Gauche communiste.
- La scission en Italie et le mouvement communiste international
- Le VKPD devant la scission de Livourne
- La réplique de la «Gauche italienne»
- Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (3)
- Propriété et capital (4). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain
- Notes de lecture:
  - Les débuts du communisme en Turquie. Internasyonalist Komunist Sol (International Communist Current): «Left Wing of the Turkish Communist Party: 1920-1927»
  - Michel Naumann: «M.N. Roy (1887-1954)
  - Un révolutionnaire indien et la question de l'universel »
  - A propos de Riazanov. Précisions
- Thèses supplémentaires sur la question nationale et coloniale adoptées au Second Congrès de l'Internationale Communiste (juillet 1920)

Prix: 4€/8 FS/3 £/2000 CFA/USA + Cdn  
US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5

#### « Il Comunista »

n° 115 - Nov. 2009/Genn. 2010

Journal bimestriel en italien. Le numéro: 1,5 € / 5 FS, £ 1,5 - Abonnement: 8 €, 25 FS, £ 6 - Abonnement de soutien: 16 €, 50 FS, £ 12

## ITALIE

## La révolte des travailleurs immigrés de Rosarno

Le 7 janvier dernier deux travailleurs agricoles africains venus en Calabre pour la récolte des oranges étaient blessés par des coups de feu tirés d'une voiture. Cet énième exaction raciste déclenchait la colère de centaines de prolétaires immigrés; ils se réunissaient spontanément pour manifester à Rosarno, petite ville de 15 000 habitants au centre de cette région qui produit des oranges et autres mandarines grâce à leur travail. Les manifestants se heurtaient aux forces de l'ordre, incendiaient des poubelles, des voitures, brisaient des vitrines.

Le lendemain, de véritables ratonnades étaient organisées par des habitants contre les travailleurs immigrés; quelques uns étaient renversés par des voitures, d'autres frappés à coups de bâtons. Une centaine de personnes armées de bâtons et de barres de fer dressaient un barrage autour de l'usine désaffectée où logeaient de nombreux immigrés; certains charriant des bidons d'essence et des massues. Pendant ce temps 2000 travailleurs immigrés manifestaient encore dans la ville, sans heurts cette fois. Finalement les forces de police envoyées en nombre évacuèrent plus d'un millier de prolétaires immigrés; bien que beaucoup n'aient même pas été payés par leurs patrons, la plupart avaient accepté de partir car rester c'était risquer leur vie...

Les événements de Rosarno ont eu beaucoup de retentissement en Italie. Les partis gouvernementaux ont incriminé l'immigration «illégal» et ils utilisent la révolte pour justifier de nouvelles lois xénophobes; leur objectif est bien entendu d'attiser les divisions entre travailleurs italiens et étrangers et d'accuser ces derniers de représenter une menace pour l'ordre, la paix civile et la collaboration entre les classes. Certains médias ont décrit les événements comme un «affrontement entre deux armées de pauvres diables» (1), beaucoup mettent ces événements sur le dos des organisations mafieuses très présentes dans la région.

Mais il s'agit en fait d'une authentique **révolte prolétarienne** contre une exploitation bestiale qui est de règle dans ce secteur agricole depuis toujours, quel que soit l'implication plus ou moins grande des organisations légales ou illégales bourgeoises pour imposer l'exploitation capitaliste.

## LES RÉACTIONS DES GROUPES DITS DE «GAUCHE COMMUNISTE»

Si la plupart des partis d'extrême gauche ont affirmé leur solidarité avec les prolétaires africains de Rosarno, ils l'ont en fait le plus souvent sur un mode démocratique, voire humanitaire; cela ne peut pas étonner venant de groupes qui ont abandonné dans les faits tout principe classiste pour se couler dans la vie démocratique bourgeoise. Mais quelles ont été les réactions des organisations qui se réclament de la «Gauche communiste»?

Pour le CCI, les événements de Rosarno sont «un produit du désespoir» (2), ces événements ayant consisté selon lui en... «violents affrontements entre travailleurs immigrés et locaux!» Après avoir repris, comme il l'avoue ingénument, cette analyse complètement mensongère à la presse bourgeoise internationale, le CCI reste perplexe: «La misère est très loin d'expliquer» pourquoi une partie de la population s'est lancée dans une vendetta raciste «ni d'ailleurs pourquoi ces immigrés attaqués s'en sont pris aux biens des habitants des alentours» (!). En bon social-pacifiste, le CCI n'arrive pas à comprendre pourquoi, surexploités, attaqués, traités comme des chiens, continuellement sujets aux exactions racistes, les travailleurs immigrés n'ont pas sagement protesté en respectant scrupuleusement la propriété privée des bourgeois et petits-bourgeois racistes...

Il n'y aurait qu'une explication à ces

comportements incompréhensibles: «le désespoir, l'absence totale de perspective»; et le CCI cite comme preuve le témoignage publié par un journal italien d'un africain qui affirme avoir «eu honte» de la violence qui a éclaté lors de la manifestation.

Mais on peut trouver d'autres témoignages dans la presse. Par exemple celui d'un des «leaders» spontanés du mouvement qui quitte la ville avec 70 centimes en poche: «Vous savez combien de fois on m'a traité sans raison de Marocain de m...? Nous sommes des hommes et pas des animaux, on n'a pas le droit de nous tirer dessus. Maintenant ça suffit, nous demandons des droits!» (3).

Se révolter contre l'injustice et des conditions inhumaines n'est pas une manifestation de désespoir et d'absence de perspectives; la révolte est au contraire le premier pas nécessaire pour combattre le désespoir et l'absence de perspectives. C'est ainsi qu'un projet de grève nationale des travailleurs immigrés pour le premier mars a vu le jour sur la lancée de la révolte de Rosarno. Quelles que soient les limites de cette initiative et les manœuvres des organisations collaborationnistes, il est de fait que les travailleurs immigrés, grâce à leur révolte, se trouvent face à la perspective de la renaissance de la vieille tradition des grandes luttes des travailleurs agricoles en Italie.

Le CCI ne condamne peut-être pas ouvertement la révolte des immigrés de Rosarno, mais il la dénigre autant qu'il peut, ce qui revient au même. Une nouvelle fois cette organisation qui se prétend révolutionnaire prend un attitude ouvertement **anti-prolétarienne** (4) face à un épisode de révolte violente. Comment caractériser autrement en effet, le fait de **mettre sur le même plan** les travailleurs révoltés contre leur surexploitation et les bandes lancées à la chasse au noir (5)? Nous ignorons s'il se trouvait d'authentiques prolétaires parmi ces centaines de **pogromistes**, mais si c'était le cas, ils agissaient exclusivement en tant que nerfs des propriétaires et bourgeois locaux. Refuser de le voir, le **caché** en fait, n'est possible qu'à des gens passés de l'autre côté de la barricade, du côté des adversaires du prolétariat.

\* \* \*

Voyons maintenant ce qu'il en est pour les organisations qui affirment se situer dans la continuité de notre parti.

Sans tomber dans une attitude aussi répuante que celle du CCI, mais en affirmant au contraire une solidarité rhétorique avec la révolte de Rosarno, aussi bien «Il Programma Comunista» qu'«Il Partito» ont cependant jugé bon de rajouter immédiatement la condamnation de principe d'une grève des travailleurs immigrés.

«Il P.» écrit ainsi: «Celui qui, aujourd'hui, proclame vouloir lutter en dehors de la lutte syndicale (...) en proposant des grèves des seuls travailleurs immigrés, impossibles à réaliser et condamnées à l'échec dès le départ, contribue uniquement à une désorientation et une confusion supplémentaire encore plus grave. La voie obligatoire est celle de la reconstruction de l'organisation syndicale de classe, organisée territorialement comme dans la traditions des Bourses du Travail (...). Un mouvement qui ne prend pas ses distances avec des révoltes comme celles des travailleurs agricoles de Rosarno et leur sacro-sainte réaction aux fusillades patronales, mais les fait siennes et qui se pose sérieusement l'objectif d'un mouvement de lutte toujours plus vaste, culminant dans la grève générale pour imposer les véritables objectifs immédiats de la classe ouvrière: - Réduction du temps de travail sans réduction de salaire! - Salaire garanti aux chômeurs! - Augmentation des salaires, plus importante pour les catégories les moins bien

payées! - Droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés!» (6).

Les revendications immédiates des travailleurs immigrés de Rosarno et d'ailleurs (égalité de salaires entre travailleurs italiens et immigrés, régularisation des sans-papiers, fin des harcèlements policiers et patronaux, logement décent, etc.) ne semblent donc pas faire partie des véritables objectifs immédiats de la classe ouvrière selon les *florentins* d'«Il P.», qui ont seulement inscrit des équivoques «droits de citoyenneté» à la place de la revendication classique de l'«égalité des droits» pour tous les prolétaires!

Mais en outre **opposer** la perspective de grèves des seuls travailleurs immigrés - jugées impossibles! - à la nécessité de reconstruire **au préalable** le syndicat de classe qui pourra demain organiser la grève générale, revient tout simplement à **s'opposer aux luttes** - sans aucun doute locales, partielles, mais réelles - qui se mènent dès aujourd'hui. L'exemple de la France montre que les travailleurs immigrés, de plus sans-papiers, sont parfaitement capables de mener seuls des grèves longues et dures, même en l'absence du syndicat de classe ou de la solidarité effective des travailleurs français.

Faut-il condamner ces grèves et en général ces luttes parce qu'elles sont «en dehors de la lutte syndicale» (?), parce qu'elles ne suivent pas la *voie obligatoire* décrétée par «Il P.»?

L'organisation prolétarienne pour la lutte immédiate - le syndicat de classe - ne pourra naître et se construire qu'au feu des luttes et grèves qui éclateront spontanément contre l'aggravation de l'exploitation, et non sur la base d'un schéma abstrait qui rejette tout ce qui ne rentre pas dans son moule. Le schématisme d'«Il P.» le condamne à se mettre en travers du cours réel de la lutte de classe...

«Il Programma Comunista» a pris en substance la même position qu'«Il Partito»: opposition à une grève de travailleurs immigrés, mais de façon beaucoup plus nette et violente. «Lancer le mot d'ordre de la «grève des travailleurs immigrés» signifie se situer sur la voie de la trahison!» (1) écrit-il en effet dans un petit article intitulé: «Oui à la grève générale des prolétaires de toute origine, localité, catégorie! Non à la grève des seuls travailleurs immigrés!» (7). Et il explique que «Pour être victorieuse y compris seulement sur le plan immédiat, la riposte [à la détérioration des conditions prolétariennes] ne peut être que la **reprise de la lutte de classe ouverte et intransigeante, opposée à toute séparation et ghettoïsation, à toute division à l'intérieur de cette énorme armée qui ne fait que croître de façon démesurée à mesure qu'avance la crise et qui s'appelle prolétariat mondial!**».

«Il PC» affirme ainsi que toute lutte partielle, toute lutte de groupes de travailleurs plus combatifs ou simplement poussés à se battre en raison de circonstances particulièrement intolérables, non seulement ne sert à rien tant que n'éclate pas la mythique grève générale, mais constitue une **trahison** de la lutte de classe! Aucun groupe ou secteur particulier de la classe ouvrière ne devrait entrer en lutte pour défendre ses conditions de vie ou de travail tant que tout le prolétariat du pays (ou du monde entier?) n'est pas prêt à lutter aussi, sous peine d'augmenter la «fragmentation» du prolétariat!

Ce que nous avons là, c'est une vision tout à fait idéaliste de la situation de la classe ouvrière, qui serait déjà prête à passer à la lutte de classe générale. Les professeurs auto-proclamés en lutte de classe d'«Il PC» ont oublié tous les critères matérialistes d'analyse des phénomènes sociaux; ils ont oublié que la maturation de la conscience classiste au sein du prolétariat ne peut arriver d'un coup et pour tous. Ils ne savent pas que c'est un phénomène ardu et contradictoire, qui ne peut pas ne pas diviser le

prolétariat en secteurs «avancés» et «arriérés» sur la base des expériences de lutte, des victoires et des défaites, de l'influence matérielle des forces liées à la bourgeoisie; et, à l'inverse, de l'intervention du parti de classe, indispensable pour combattre cette influence et aller vers l'unité de classe. Intoxiqué depuis des générations par la drogue de l'interclassisme démocratique, encore entravé par les mille liens de la collaboration des classes, encore inconscient de sa propre force potentielle, comment le prolétariat dans son ensemble pourrait-il s'être soudainement converti à la nécessité de la lutte de classe générale?

Ce qui éclate, derrière les phrases creuses d'exaltation des prolétaires de Rosarno, c'est une hostilité sans fard d'«Il PC» à une possible lutte d'un secteur particulièrement exploité, maltraité et méprisé du prolétariat en Italie. S'opposant à un tel épisode de lutte prolétarienne, «Il PC», comme les autres groupes que nous avons évoqué, cède ainsi à la pression des préjugés chauvins et «aristocratiques» omniprésents dans la société bourgeoise: c'est la triste et inévitable conséquence de l'abandon des principes et des orientations authentiquement marxistes.

Nos camarades ont pris à l'inverse une position réellement de classe: nous donnons ci-contre de larges extraits d'une de leurs prises de position (publiée sur «Il Proletario» n°6).

(1) Cf *Il Corriere della Sera*, 9/1/2010.

Le grand quotidien de la bourgeoisie milanaise décrit aussi une scène de chasse au noir où les policiers sauvent un jeune immigré; puis il donne la parole à un des nerfs racistes qui se plaint: «au début la police nous a demandé notre aide pour réprimer la révolte et maintenant elle nous matraque. Qu'est-ce qu'on doit faire?»

(2) *Révolution Internationale* n°409 (février 2010).

(3) cf *Il Corriere...*, Ibidem.

(4) Le CCI oppose dans son article les événements de Rosarno provoqués par le «désespoir» à une grève des ouvriers du bâtiment de la raffinerie Total de Lindsey (Grande Bretagne) qui, elle, serait «comme une lueur d'espoir». Il s'agissait dans ce cas d'un véritable problème de concurrence entre ouvriers de différentes nationalités qui avait éclaté au début de 2009 après que les patrons aient accordé un contrat portant sur 300 emplois à une compagnie italienne employant des ouvriers italiens et portugais.

Les travailleurs britanniques déclenchèrent une grève sauvage, en reprenant le slogan du premier ministre: «Les emplois en Grande-Bretagne aux travailleurs britanniques». La grève s'arrêta après que les grévistes aient obtenu qu'une centaine d'emplois soient réservés aux ouvriers anglais. En juin une nouvelle grève sauvage, accompagnée par des grèves de solidarité (y compris de travailleurs polonais) dans d'autres raffineries, obligea la direction à annuler sa décision de licencier une partie des grévistes de janvier. Les slogans chauvins furent alors beaucoup moins présents qu'au début de l'année.

La comparaison du CCI entre ces deux événements tout à fait dissemblables se base sur le fait qu'il prend les petits bourgeois racistes de Rosarno pour des prolétaires!

(5) Les racistes de Rosarno appellent «noirs» aussi bien les nord-africains que les véritables noirs.

(6) cf *Il Partito Comunista* n°339. Ce groupe (dont le centre se trouve dans la ville de Florence) est issu d'une scission de notre parti au début des années 70 sur la question syndicale et l'appel à la reconstruction du syndicat de classe est leur leitmotiv.

(7) cf *Il Programma Comunista* n°1/2010.

Ce groupe que nous avons souvent critiqué est issu de la crise du parti au début des années 80.

## La révolte des prolétaires immigrés africains sur les terres des mafias calabraises enseigne aux prolétaires italiens que non seulement le besoin économique, mais aussi la dignité de vie pour tout travailleur doit être au centre de la lutte ouvrière!

### Prolétaires!

A l'occasion de la révolte des prolétaires africains de Rosarno de ces jours-ci, les médias bourgeois eux-mêmes n'ont pu cacher que dans l'Italie ultra-civilisée il existe depuis des décennies de très vastes zones où il est normal d'exploiter bestialement comme des esclaves des dizaines de milliers de prolétaires immigrés d'Afrique, d'Europe de l'Est, du Moyen ou de l'Extrême Orient et d'Amérique Latine.

Le vampirisme des capitalistes italiens se mélange dans les terres du sud avec l'intervention des différentes mafias, qui ont appris à tout le monde à utiliser la moindre occasion, la moindre difficulté économique, la moindre recherche de prestige social et politique, la moindre ouverture dans les méandres des institutions publiques? pour accumuler d'énormes profits. Des mafias qui ne se consacrent pas exclusivement à des activités dites illégales, mais qui agissent sur tous les terrains où existe la possibilité de faire des profits rapides.

Chacun sait que si dans le nord et le centre de l'Italie ces activités sont souterraines et invisibles, elles sont à l'inverse très apparentes dans le sud, constituant les exemples vivants du pouvoir effectif des diverses familles qui en Sicile sont dites Mafia, N'drangheta en Calabre, Camorra en Campanie, membres de Sacra Corona Unita dans les Pouilles. Ce genre de réseau profondément ancré dans les régions du sud de l'Italie est si vaste et si ramifié qu'il couvre tout le territoire national à travers le système bancaire et financier; et à l'étranger dans beaucoup de centres importants, de New-York à Moscou, des Balkans au Nigeria, de l'Afrique du Sud à l'Amérique Latine, des ramifications constituent de véritables Etats dans l'Etat. Là où l'Etat officiel fait défaut, la gestion du territoire et des affaires est aux mains de l'Etat des mafias qui s'occupe de la gestion quotidienne et capillaire de la vie économique, politique et sociale de très nombreuses régions.

C'est ce qui se passe dans la région où se trouve la localité de Rosarno, épice centre actuel de la révolte des esclaves salariés venant du centre de l'Afrique.

### Prolétaires!

La municipalité de Rosarno a été dissoute en janvier 2008 pour cause d'infiltration mafieuse et elle est depuis administrée par un commissaire préfectoral. Cela n'a pas empêché que les *caporaux* continuent à organiser les travailleurs immigrés qui depuis plus de vingt ans sont recrutés, «clandestinement», pour la récolte des agrumes (oranges, mandarines, clémentines).

A qui appartient ces agrumes? Aux familles de la N'drangheta.

Quelles sont les conditions de vie et de travail des prolétaires africains? 12 à 14 heures de travail par jour pour une indemnité de 20 euros dont 5 vont au caporal qui les conduit aux «jardins», 5 pour le coût du transport: il leur reste 10 euros pour un travail quotidien exténuant avec la menace permanente d'être expulsés quand ils sont sans-papiers!

Où vivent-ils? La minorité régularisée qui possède un permis de séjour (un peu plus de 6000 sur un total de 20 000) sont hébergés dans des centres dans des conditions extrêmement précaires sur le plan de l'hygiène et des services, tandis que la majorité, les «clandestins» dont tout le monde connaît la présence, est obligée de se contenter d'abris de fortune dans des usines désaffectées ou des habitations en ruine, dormant sur des cartons, etc. Véritables esclaves salariés, contraints à suer sang et eau pour un salaire insignifiant, exploités plus que des bêtes, ces prolétaires sont en outre quotidiennement sujets à des humiliations et des vexations en tout genre. Et le climat de racisme et de criminalisation de leur présence

«clandestine» est le terreau de brimades continues et d'actes d'intimidation comme des tirs à partir de voitures.

Le répugnant sport du «tir sur les immigrés» n'est pas un fait exceptionnel. C'était déjà arrivé à Rosarno en décembre 2008 devant la même usine d'origine de la *Rogneta*, où deux Ivoiriens furent gravement blessés. La colère des immigrés avait alors déjà éclaté et il y eut beaucoup de promesses, mais sans résultat! Aujourd'hui on a tiré de nouveau à la *Rogneta* et à l'*ex-Opera Sila*, comme dans une action combinée. D'autres belles promesses se profilent à l'horizon, mais elles ne seront pas non plus suivies d'effets!

Depuis au moins trente ans en Italie, selon les gouvernants et la plupart des médias, l'immigration constitue un problème; attirés par un développement économique qui offre la possibilité d'une survie moins précaire que dans leurs pays d'origine, des centaines de milliers de prolétaires et déshérités des pays à la périphérie des puissances impérialistes se déversent sur nos côtes et nos frontières; ils fuient la guerre, les déportations, la misère, les maladies, la faim. L'Italie qui a fourni en un siècle de son histoire moderne des millions d'émigrants fuyant comme les actuels immigrés, la misère, la faim ou les dévastations de la guerre est maintenant devenue une «terre promise», pour des milliers de migrants.

Mais la loi du capital est cynique, cruelle, liée jusqu'à l'obsession aux intérêts économiques et politiques des capitalistes qui ne cherchent qu'à maintenir leurs privilèges sociaux et à s'enrichir toujours davantage; l'Etat et ses forces de l'ordre ont la fonction de défendre cette économie et cette société basée sur l'exploitation toujours plus forcée - y compris par l'intermédiaire des organisations mafieuses - des masses croissantes de sans-réserve dont les différences de nationalité ne servent qu'à accroître les discriminations et aiguïser la concurrence entre prolétaires.

Les migrants constituent une masse de travailleurs à bas coût, avec très peu de droits quand ils sont «légaux» et sans droit aucun quand ils sont «clandestins». Corvéables à merci, isolés dans des ghettos, inorganisés, les travailleurs immigrés sont utilisés comme des bêtes de somme dans les travaux des champs dans le sud ou dans le travail au noir dans les villes.

Si d'un côté ils constituent une masse de bras à exploiter sans scrupules, ils sont d'un autre côté considérés comme une menace éventuelle pour la paix sociale et la coexistence pacifique des citoyens. Et les organisations pacifistes humanitaires ou religieuses n'arrivent pas toujours à étouffer les poussées de révolte qui animent de temps à autre des couches de travailleurs immigrés protestant contre leurs conditions de vie et de travail, contre les discriminations et les actes racistes dont ils sont victimes. La «coexistence civile» voudrait qu'ils demeurent invisibles, parqués dans des ghettos, séparés des habitudes sociales et religieuses des Italiens, tandis que la mesquine mentalité petite-bourgeoise typique les traite comme une racaille toujours sur le point de tomber dans la criminalité. Ils sont traités comme des rebuts du genre humain par des lois qui, partant de leur condition sociale de sans-réserve, de réfugiés, de pauvres contraints à errer de par le monde, les considèrent comme des criminels par nature et décrètent la clandestinité comme leur état normal.

Et ces travailleurs sont traités comme des rebuts du genre humain par des bons Italiens qui les exploitent comme des bêtes dans les champs ou les sur les chantiers, ou par de bons Italiens qui s'arment de fusils et de bidons d'essence pour leur donner des «leçons de civilisation»!

### Prolétaires!

La politique bourgeoise vis-à-vis des travailleurs immigrés est le miroir de la société capitaliste où les prolétaires ne peuvent vivre qu'en se faisant exploiter selon les exigences du capital, selon ses lois écrites ou non écrites. Les travailleurs immigrés que les lois de cette société définissent comme clandestins, c'est-à-dire comme coupables avant même qu'ils arrivent sur le sol italien, sont en réalité une ressource précieuse pour les capitalistes (...).

A côté d'un certain nombre d'immigrés «réguliers» qui ont pu péniblement accéder à des conditions de vie et de travail à peine acceptables, il existe dans notre Beau Pays des centaines de milliers de travailleurs arrivés illégalement pour satisfaire la demande capitaliste de main d'oeuvre à bas prix et pliables à n'importe quelles conditions de travail. La «clandestinité» n'est pas un choix des prolétaires migrants, c'est un état juridique auquel ils sont contraints par les conditions sociales qu'ils fuient et par celles qu'ils trouvent dans nos pays si civilisés!

Le calvaire des immigrants africains en particulier rappelle la traite des noirs, quand on les enlevait dans leurs villages pour les faire se tuer au travail dans les plantations d'outre-Atlantique. Les reportages sur leur traversée sur de frêles esquifs et leur détention dans des camps de concentration comme des bêtes en cage montrent que les choses n'ont pas tellement changé. Mais ils montrent aussi ce qui peut arriver aux prolétaires italiens s'ils sont licenciés et jetés à la rue. En décrivant cette situation, les médias cherchent à alimenter cette crainte, la crainte de tomber dans une semblable condition sans espoir.

### Prolétaires!

Les travailleurs salariés italiens savent bien que les prolétaires immigrés sont des êtres humains comme eux; mais ils doivent aussi comprendre qu'ils sont leurs frères de classe parce que ce sont des sans réserve et avec des conditions bien pires parce que sans droits et sans racines. C'est cela qui permet aux capitalistes petits ou grands de les exploiter au maximum. Les travailleurs italiens doivent se rendre compte que la situation des prolétaires immigrés les concerne directement parce qu'eux aussi subissent une dégradation de leurs conditions de vie et de travail. La crise a rendu cette dégradation plus forte encore et elle accroît la concurrence non seulement entre prolétaires italiens mais aussi avec les prolétaires immigrés; il n'est alors pas difficile de faire de ces derniers la cause du malaise social qui est en réalité provoqué par le capitalisme. Hier, en période d'expansion, le capitalisme promettait le bien-être et la prospérité pour tous alors qu'aujourd'hui, en période de crise, pleurant sur ses profits, il accuse l'immigration clandestine et la criminalité organisée - alors que c'est lui même qui engendre et organise la criminalité!

La bourgeoisie cherche toujours à décharger sur le prolétariat le poids de la crise, que ce soit en licenciant des millions de

travailleurs «en trop» ou en augmentant l'intensité du travail de ceux qui ont un emploi, tout en gardant pour elle les bénéfices d'une légère reprise; tant que les travailleurs italiens resteront sous son influence, tant qu'ils se laisseront prendre au piège de la mentalité petite-bourgeoise toujours prête à s'en prendre à la partie la plus faible de la population pour préserver sa propriété et son statut social, les travailleurs italiens ne pourront jamais retrouver l'identité de classe nécessaire pour arriver à une dignité de vie que la bourgeoisie leur nie.

La révolte des prolétaires africains de Rosarno comme celle des prolétaires immigrés de Casel Volturno ou Villa Literno est bien plus qu'un coup de colère contre les misères et les fusillades que leur infligent de braves italiens. Travailleurs réguliers et clandestins, ensemble, ont crié à visage découvert et avec une inévitable violence ce que les belles âmes italiennes ne veulent pas comprendre: qu'ils sont exploités comme des bêtes de somme et qu'on les fait vivre dans des conditions que ces belles âmes n'infligeraient pas à leurs animaux domestiques! A la violence quotidienne qu'ils subissent ils ont répondu qu'ils se battaient pour leur dignité et que personne ne devrait avoir le droit de les traiter comme des esclaves!

Au lieu de tolérer les manifestations de mépris envers ces immigrés, les travailleurs italiens devraient se joindre à leur mouvement de protestation et lutter pour que des prolétaires ne soient pas traités comme des moins que rien. Ils devraient entrer en lutte avec les prolétaires africains contre les brimades des caporaux et des propriétaires et pour des salaires égaux à ceux des travailleurs italiens.

Seule la lutte de classe peut permettre de dépasser les barrières de langue, de religion, de culture, d'habitudes et surtout de dépasser la concurrence entre travailleurs de diverses nationalités et la méfiance que cette concurrence entraîne entre prolétaires.

Seule la lutte de classe peut permettre aux travailleurs italiens de démontrer aux prolétaires africains et autres qu'ils ne sont aucunement solidaires de l'exploitation bestiale et négrière infligée par les capitalistes aux travailleurs immigrés!

**Solidarité inconditionnelle avec les prolétaires africains exploités comme des bêtes!**

**Régularisation de tous les travailleurs «clandestins» de la région de Rosarno et d'ailleurs!**

**Egalité de salaire des travailleurs agricoles africains et italiens!**

**Logement digne de ce nom pour les travailleurs agricoles africains!**

**Abolition du délit de «clandestin»! Non aux discriminations entre travailleurs clandestins et légaux!**

**Egalité des droits entre prolétaires italiens et immigrés!**

**Pour la lutte de classe unie des prolétaires de toutes les nationalités!**

9 janvier 2010





## Crise capitaliste

# L'austérité imposée aux travailleurs grecs est un avertissement pour les prolétaires des autres pays

La révélation par le gouvernement grec de l'état réel (ou d'un état un peu plus proche de la réalité) de ses finances a causé le déclenchement d'une vague spéculative dès la fin de l'année dernière. Bon nombre d'investisseurs s'étant mis à douter de la possibilité pour l'Etat grec de financer sa dette, certaines organisations financières ont commencé à spéculer sur la sortie du pays de la zone euro et sur l'éclatement de celle-ci. La spéculation s'est renforcée il y a quelques semaines, après que les grands Etats européens aient été incapables de s'accorder sur une aide financière à ce pays, pourtant d'un faible poids économique (1).

Les informations selon lesquelles l'Etat grec avait fait appel à des grandes banques américaines (Goldman Sachs et JP Morgan) pour maquiller la réalité de sa situation financière afin de pouvoir entrer dans la zone euro n'ont pas arrangé les choses, l'Allemagne en particulier se montrant publiquement intraitable dans son opposition à une aide communautaire.

Mais les acteurs financiers internationaux en ont déduit que les problèmes grecs étaient peut-être pires encore que ce qu'il y paraissait, ou que ces grands Etats eux-mêmes étaient dans une situation financière trop précaire pour aider leur partenaire helène...

La situation a changé en quelques jours et il semble que des dispositifs discrets d'aide financière à la Grèce aient été mis en place; ils lui ont permis à de lever les capitaux dont elle avait immédiatement besoin - quoiqu'à un prix élevé. Deux facteurs expliquent ce

changement d'attitude des Etats capitalistes européens les plus puissants: la crainte qu'un défaut de paiement grec ne mette en péril l'existence même de la zone euro qui leur sert de rempart dans la concurrence internationale; et, facteur sans doute plus impérieux encore, la pression des banques allemandes et françaises qui ont d'importants intérêts en Grèce (il semble notamment que l'exposition des banques allemandes au risque grec soit beaucoup plus important que ce qui ressort des chiffres officiels).

Les théories vont bon train, en France en particulier, sur le rôle du «capitalisme anglo-saxon» dans ces attaques spéculatives contre la Grèce et l'euro; l'organe de la finance new-yorkaise, le Wall Street Journal, révélait dans un article qui a fait grand bruit, qu'un certain nombre de Hedge Funds s'étaient associés pour spéculer contre l'euro. Cependant, après la Grèce, c'était la livre anglaise qui était la proie de la spéculation, les finances britanniques étant dans un état peut-être pire encore que celles grecques alors qu'elle est le pays européen qui a le plus souffert de la crise. En outre la baisse de l'euro par rapport aux autres monnaies internationales qui a été la conséquence de l'affaire grecque, a permis de stopper une hausse qui semblait irrésistible; si cette baisse se maintenait quelques mois, elle constituerait un très appréciable ballon d'oxygène pour les exportations de la zone euro, en rendant les marchandises qui y sont fabriquées meilleur marché que les marchandises américaines, chinoises, japonaises ou autres.

En réalité les possibilités de gains très

importants entrevus par les établissements financiers qui ont été ébréchés par la crise économique comptent davantage à ce stade que des grands calculs stratégiques, ce qui ne signifie pas que les Etats-Unis, par exemple, ne seraient pas mécontents si les européens étaient obligés de faire appel au FMI (institution new-yorkaise) pour remettre de l'ordre chez eux...

Quoi qu'il en soit, pour prix de leur «aide», les capitalistes européens ont «imposé» aux capitalistes grecs qu'ils décrètent une cure d'austérité sans précédent dans leur pays. Le déficit public qui était de 12,7% du PIB en 2009 devrait être ramené à 2,8% dans 3 ans. Une diminution aussi brutale, équivalente à une grave crise économique, ne peut être obtenue que par des mesures drastiques, et ce sont les travailleurs qui sont dans la cible des capitalistes grecs et européens. Les mesures annoncées par le gouvernement Papandréou et qui ont été saluées par les dirigeants européens et le FMI, comprennent la diminution de 60% du 14e mois et de 30% du 13e mois des fonctionnaires (soit une baisse des salaires de 6,5% dans la Fonction Publique), le gel des retraites, la diminution de diverses allocations, la hausse des prix de l'essence, de l'électricité, etc., des coupes sévères dans les budgets sociaux; les entreprises privées devraient s'aligner sur les mesures de baisse des salaires décidées pour le Public. Le gouvernement avait sans doute annoncé aussi qu'il ferait la chasse à la fraude fiscale, mais il a gentiment laissé se dérouler la fuite des capitaux des bourgeois vers Chypre et d'autres paradis fiscaux...

Les bourgeois européens s'inquiètent d'une seule chose: le gouvernement «socialiste» grec sera-t-il capable d'éviter des explosions sociales, comme le leur a sans doute assuré Papandréou? La réponse à cette question les intéresse d'autant plus que dans tous leurs pays des mesures d'austérité devront être prises pour rétablir les finances publiques; en fait elles ont commencé à être mises en oeuvre, non seulement dans des pays économiquement les plus touchés, comme l'Islande, l'Irlande, le Portugal ou l'Espagne, mais même dans l'opulente Allemagne, où le salaire moyen a baissé en 2009 pour la pre-

mière fois depuis 1949.

Partout les dirigeants bourgeois, attentifs aux nouvelles venant du front social en Grèce, préparent des mesures supplémentaires, semblables à celles qui vont être mises en oeuvre à Athènes. Les prolétaires grecs sont en première ligne, mais en définitive ce sont tous les prolétaires d'Europe qui sont visés, au nom de la défense de l'euro et du rétablissement des finances publiques.

Les attaques capitalistes vont inévitablement se multiplier et s'aggraver en Grèce comme partout; elles poseront objectivement aux prolétaires de Grèce et d'ailleurs le problème du retour à la lutte de classe et de la reconstitution de leurs organisations économiques classistes et de la constitution de l'organe nécessaire pour mener cette lutte et la diriger vers le renversement du capitalisme: le **parti communiste internationaliste et international**.

(1) L'économie grecque ne représente que 2 à 3% du PIB de l'Europe. C'est un pays de 11 millions d'habitants dont les deux piliers de l'activité économique sont le tourisme et le transport maritime; l'industrie y est présente, sans atteindre le niveau de développement des grands pays européens. Les investissements extérieurs des capitalistes grecs se sont fait surtout dans les Balkans et les pays d'Europe de l'Est. Les principaux partenaires économiques sont l'Allemagne et l'Italie, puis la Bulgarie et la Roumanie pour les exportations, la Russie pour les importations. On estime que 20% environ des travailleurs sont des immigrés, occupant les emplois les plus mal payés.

(2) cf *Wall Street Journal*, 26/2/2010. L'un des financiers explique qu'«il y a l'opportunité (...) de gagner beaucoup d'argent»; parmi ceux-ci se trouve le fameux G. Soros qui gagna 1 milliard de dollars en 1992 en spéculant contre la livre britannique (la Grande Bretagne avait alors été obligée de quitter le Système Monétaire Européen après que la Banque centrale britannique se soit trouvée à court de liquidités). Soros a déclaré que «l'euro pourrait se désintégrer» si les européens ne réussissent pas à remettre de l'ordre dans leurs finances.

Une nouvelle brochure:

## L'Invariance du marxisme

Les textes que nous publions dans cette brochure constituent des jalons importants dans l'effort de reconstitution, après la deuxième guerre mondiale, d'un noyau de parti international sur les bases programmatiques qui avaient caractérisé l'existence et l'action de la Gauche communiste dans le mouvement prolétarien italien et international.

Plus précisément c'est entre 1951 et 1952 que se fit jour de façon pressante l'exigence de redéfinir organiquement «la doctrine uniforme, monolithique et constante du parti». Il était impératif de réagir contre un activisme, sans doute généreux, «mais sans beaucoup de scrupules doctrinaux» qui avait guidé pendant et surtout après la guerre, les militants qui se réclamaient de la Gauche et qui s'étaient organisés dans le Parti Communiste Internationaliste

Dans l'introduction à son article de la série des «Fils du temps», «Pour mettre les points sur les i», Amadeo Bordiga écrivait:

«A la fin de la deuxième guerre mondiale il était facile de comprendre qu'il suffirait de quelques semaines pour dissiper l'illusion généreuse mais vaine et inutile selon laquelle de grands mouvements armés prolétariens, correspondant à ceux de la fin de la première guerre, allaient éclater. (...)

L'intervalle qui séparait de la phase de reprise du mouvement de classe ne pouvait pas se mesurer en années, mais en décennies; et la tâche des groupes qui avaient résisté et défendu les positions abandonnées par quatre-vingt dix neuf pour cent des communistes de 1919, était en conséquence

longue et difficile. Elle commençait par un ardu bilan de désastre contre-révolutionnaire qu'il fallait étudier, comprendre et utiliser pour tout remettre en ordre. (...)

Ce travail n'est confié ni à un homme ni à un comité et encore moins à un bureau. Il est un moment d'un travail unitaire qui se développe depuis plus d'un siècle, bien au delà du passage des générations; il ne s'inscrit dans le curriculum vitae de personne, pas même de ceux qui ont eu une très longue période d'élaboration et de maturation cohérente de résultats. Le mouvement interdit et doit interdire toute initiative improvisée et personnelle ou contingente d'élaboration de textes d'orientation ou même d'études d'analyse du processus historique qui nous entoure.

L'idée qu'avec une petite heure de temps, une plume et de l'encre, quelque brave garçon se mette à froid à rédiger des textes, ou même que ce soit la fameuse «base» convoquée par circulaire, ou une éphémère réunion académique, tapageuse ou clandestine, n'est qu'un enfantillage. Il faut dès le départ se méfier et en rejeter les résultats. Surtout quand un telle disposition vient des maniaques de l'action et de l'intervention humaines dans l'histoire. Qui intervient? Les hommes, certains hommes on un Homme en particulier avec la majuscule? Vieille question.

Ce sont les hommes qui font l'histoire, seulement ils savent bien peu pourquoi et comment ils la font. Mais en général, tous les «mordus» de l'action humaine et les dénonciateurs d'un prétendu fatalisme mé-

canique, d'un côté sont ceux qui caressent dans leur for intérieur l'idée d'être cet Homme prédestiné; de l'autre ce sont ceux qui n'ont en réalité rien compris, ne pouvant même pas soupçonner que l'histoire n'avancera pas d'un dixième de seconde s'ils se démentent comme des damnés plutôt que de dormir comme des loirs. (...)

La tâche de remettre en ordre les thèses et de corriger les déviations qui réapparaissent toujours là où on s'y attend le moins, nécessite bien plus que la petite heure d'une réunion ou d'un discours. Il n'est pas facile de faire la liste de tous les endroits où il a fallu accourir pour colmater les brèches, travail jugé peu glorifiant par ceux qui croient être nés pour passer à l'histoire par des actions d'éclats et non pas par des colmatages».

### SANS THÉORIE RÉVOLUTIONNAIRE, PAS DE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

Contre l'activisme «qui diffame et abandonne le travail doctrinal et la restauration théorique en supposant que l'action et la lutte sont tout», tombant dans la liquidation «de la dialectique et du déterminisme marxiste en remplaçant l'immense recherche historique des rares moments et points cruciaux sur lesquels s'appuyer, par un volontarisme échevelé qui est en réalité la pire et la plus crasse adaptation au statu quo et à ses misérables perspectives immédiates», la tâche la plus urgente, étant donné la confusion régnante y compris parmi les militants se revendiquant de la Gauche communiste, était en effet le travail de reconquête et de réaffirmation du marxisme authentique et du programme communiste; un travail qui n'avait rien d'académique et qui ne

signifiait pas s'isoler dans une tour d'ivoire coupée du monde extérieur en attendant le «Grand soir», mais qui était au contraire la condition sine qua non pour que puisse se mener, dans les limites déterminées par les situations objectives, une activité pleinement cohérente avec les principes et les buts du communisme.

Il s'agissait d'accomplir la tâche réalisée autrefois par Lénine et les bolcheviks avant la vague révolutionnaire en Russie et qui leur avait permis d'agir de façon magnifiquement correcte: la «restauration d'un marxisme non avili». Avec l'aggravante que l'«avilissement» du marxisme commis

( Suite en page 6 )

Brochure «le prolétaire» n° 33,  
56 pages, 2 euros

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Invariance du marxisme:

- Théorie et action dans la doctrine marxiste
- Pour mettre les points sur les i !
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme
- Le programme révolutionnaire immédiat

33

## L'Invariance du marxisme

(Suite de la page 5)

par la contre-révolution dite stalinienne et ses épigones, était incomparablement plus grave et plus profond que celui réalisé par les *révisionnistes* et réformistes du début du vingtième siècle, au point de déboussoler les courants anti-staliniens eux-mêmes. L'écrasante majorité de ces derniers étaient en effet conduits à attribuer les causes de la défaite à de supposés défauts ou insuffisances de la théorie; et ils cherchaient dans sa modification la recette des futures victoires. Mais ils ne faisaient que contribuer ainsi à la besogne de démolition du marxisme entreprise par la contre-révolution au nom de l'«anti-dogmatisme», de la «créativité» et de l'«enrichissement».

Contre les nouveaux révisionnistes, il fallait affirmer l'**invariance** du marxisme (si le mot n'était pas chez Lénine, le concept y était), doctrine qui ne peut, sans dégénérer en pur opportunisme, être «amé-

liorée» pour «l'adapter» à une actualité toujours changeante comme ils le prétendaient; mais qui doit à l'inverse rester intacte pour pouvoir être le guide de la lutte prolétarienne tant qu'existe le capitalisme et la lutte des classes.

Toutes les attaques contre le marxisme sont en fait dirigées contre la lutte d'émancipation du prolétariat; et ces attaques sont d'autant plus pernicieuses quand elles se mènent au nom du perfectionnement de la théorie, en prétextant des développements du capitalisme soi-disant inattendus ou inconnus de Marx.

L'invariance du marxisme se fonde sur l'**invariance des lois** du fonctionnement du capitalisme et du mécanisme des luttes de classe en son sein qui conduiront à son renversement. Depuis qu'il est apparu, le capitalisme s'est énormément étendu et développé. Mais pas plus que les autres modes de production qui l'ont précédé, il n'a pu ni ne pourra changer de nature; il n'a pu ni ne pourra obéir à d'autres lois, se transformer en son contraire, comme ont toujours voulu le faire croire tous les réformistes: deux siècles de vie du capitalisme et d'affrontements sociaux ont donné la **preuve expéri-**

**mentale** de cet axiome marxiste.

Aux «anti-dogmatiques» qui prônaient à grands cris la «liberté de critique» vis-à-vis des acquis du marxisme, Lénine répondait que *«la fameuse liberté de critique (...) signifie écartisme et absence de principes»* (1). Et de leur côté, nos *«Thèses caractéristiques du parti»* (1951) qui allaient marquer la rupture définitive avec le courant confusio-nniste-activiste, affirmaient:

*«Le point central de la position doctrinale actuelle du mouvement est donc le suivant: aucune révision des principes originels de la révolution prolétarienne. (...)»*

*Aucun mouvement ne peut triompher dans l'histoire sans la continuité théorique qui n'est autre chose que l'expérience des luttes passées. En conséquence le parti interdit la liberté personnelle d'élaborer (ou mieux d'élucubrer) de nouveaux schémas et explications du monde social contemporain (...) et il défend l'intégralité d'une théorie qui n'est pas le produit d'une foi aveugle, mais la science de classe du prolétariat, édifiée avec des matériaux séculaires, non par la pensée des hommes, mais par la force des faits matériels reflétés dans la conscience historique d'une classe révolutionnaire*

*et cristallisée dans son parti»* (2).

Pendant des décennies de triomphe apparemment total du capital, notre courant a fait tous les efforts pour rétablir et défendre le programme communiste en même temps que le marxisme authentique. Il l'a fait non par on ne sait quel souci puriste, mais parce que comme disait Lénine, sans théorie révolutionnaire il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire.

Les générations prolétariennes nouvelles que les contradictions incurables du capitalisme pousseront demain sur la scène de l'histoire y trouveront l'arme nécessaire à leur combat - à condition que dès aujourd'hui une avant-garde même restreinte ait su, en leur restant fidèles, oeuvrer à la constitution du futur parti mondial de la révolution prolétarienne.

(1) Les citations de Lénine sont tirées de son «Que faire?».

(2) Les *Thèses caractéristiques* se trouvent dans notre brochure «Défense de la continuité du programme communiste» (série «Les textes du PCI» n°7).

## La révolution anticapitaliste occidentale

(Suite de la page 1)

toutes les apologies sur le progrès et la stabilité du système, le cours inexorable des crises internes de production, des guerres pour les marchés, de l'écroulement révolutionnaire, de la conquête prolétarienne du pouvoir avec la destruction de l'Etat capitaliste, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'élimination des formes bourgeoises de production.

3. Depuis qu'il s'est instauré, le mode capitaliste de production ne peut se maintenir qu'en accroissant sans cesse, non la dotation en ressources et installations destinées à améliorer la vie des hommes tout en diminuant leurs risques, peines et efforts, mais la quantité des marchandises produites et vendues.

Comme la population croît moins vite que la masse des produits, ceux-ci doivent se transformer en consommations plus grandes (quelles qu'elles soient) et en nouveaux moyens de production, entrant ainsi dans une voie sans issue. C'est là le caractère essentiel, inséparable de l'augmentation de la force productive par les mécanismes matériels mis à disposition par la science et la technique.

Tous les autres caractères liés à la composition statistique des classes et au rôle, important sans aucun doute, des superstructures administratives, juridiques, politiques, organisationnelles et idéologiques, ne sont que secondaires et accessoires; ils ne modifient en aucune façon les termes de l'antithèse fondamentale du capitalisme avec le mode de production communiste, telle qu'elle se trouve tout entière contenue, depuis le Manifeste de 1848, dans la doctrine prolétarienne révolutionnaire invariante.

4. Tous les caractères de l'avènement et du procès du capitalisme établis dans l'analyse monolithique de Marx peuvent se constater dans l'économie mondiale; ils se répètent, se renforcent même, en conformité avec les lois déduites principalement des cycles du capitalisme anglais: expropriation successive et drastique des tous les détenteurs de réserves de marchandises et de moyens de production (artisans, petits et moyens commerçants, industriels, rentiers); accumulation de capital: masse, absolue et relative, toujours plus grande d'instruments de production qui s'accroissent et se renouvellent sans trêve (et même sans raison); concentration dans un nombre toujours plus réduit de mains (et non de «têtes», concept précapitaliste) de ces forces sociales, avec de gigantesques complexes, inconnus autrefois, d'établissements et d'usines. Extension incessante du marché mondial, après la formation des marchés nationaux; dissolu-

tion des derniers flots de travail-consommation autonomes existant dans le monde.

5. Cette série de confirmations du rythme, y compris supérieur aux attentes de nos théoriciens, nous est fournie en premier lieu par les statistiques de la production des Etats-Unis et de leur consommation interne en expansion continue. La question est de savoir s'il est possible que cette forme sociale connaisse un développement indéfini et sans secousses, ou si elle se heurtera à des secousses violentes, à des crises profondes et des bouleversements qui ébranleront le système jusque dans ses fondements.

Pour y répondre, il suffit de considérer les deux guerres mondiales et la gigantesque crise intermédiaire de tout l'appareil productif, ainsi que l'instabilité dans tous les domaines de cet après-guerre tourmenté; cela réduit en pièces l'image d'une société prétendument prospère qui s'acheminait vers une égalisation des niveaux de vie et de la richesse individuelle, composée entièrement d'une classe moyenne sans classes extrêmes, et qui ne connaîtrait par conséquent ni des luttes syndicales ouvertes ni des partis aux programmes anticonstitutionnels.

L'examen le plus banal des infrastructures américaines montre combien est chimérique la vieille image d'un Etat administrateur, fédéral et non bureaucratique ni militaire qui serait tout différent des puissances européennes belliqueuses, séculairement en lutte pour l'hégémonie: les données américaines à cet égard battent de loin tous les indices, absolus et relatifs, du monde et de l'histoire humaine.

6. Même si on voulait en baser les conclusions sur les seuls rapports internes qui se vantent d'être stables au milieu de l'instabilité avouée des rapports internationaux (alors que les Américains ont renoncé à la vieille idée de rester à l'écart des événements extérieurs et extra-américains!), l'analyse de cette économie est confirmée toutes les lois marxistes; elle conduit donc directement à la condamnation du mode capitaliste de production que personne ne peut arrêter dans sa course à la catastrophe et à la révolution.

Le gigantesque réseau d'établissements et d'usines, sans égal dans le monde, et l'industrialisation poussée au maximum de toutes les sphères de l'activité montrent que les Etats-Unis dépassent tous les autres pays pour ce qui est de la domination du «travail mort» (Marx) - c'est-à-dire le capital cristallisé dans les machines, les installations, les matières premières, etc. -, sur le «travail vivant» - c'est-à-dire l'activité incessante des travailleurs dans la production. La liberté tant vantée sur la plan juridique ne peut dissimuler le poids et la pression de ce cadavre qui gouverne les vivants.

7. L'augmentation du niveau de vie du travailleur pour ce qui est de la quantité, exprimée dans un même mesure de valeur, des produits qu'il consomme, n'est que la confirmation des lois marxistes sur l'augmentation de la productivité du travail. Les statistiques pour certaines dates spéciales (1848, 1914, 1929, 1952) peuvent faire impression, mais elles ne font que s'inscrire dans un cycle qui a été prévu. Si en dix ans l'augmentation des salaires a été de 280%, alors que l'augmentation du coût de la vie n'a été que de 180%, cela signifie que l'ouvrier avec un salaire de 380 doit acheter 280: l'amélioration se réduit à 35%. En même temps on admet que la productivité a augmenté de 250%. Donc l'ouvrier qui donne trois fois et demi autant, reçoit seulement une fois et un tiers: l'exploitation et la plus-value se sont énormément accrues.

Il est complètement évident que la loi de la misère croissante ne signifie pas baisse du salaire nominal ou réel, mais accroissement de l'extorsion de plus-value et augmentation du nombre des sans-réserve et des expropriés.

8. L'augmentation de la productivité du travail, qui a été multipliée des dizaines de fois pendant tout le cycle du capitalisme en Amérique, signifie que pendant même temps de travail on produit une quantité des dizaines de fois plus grandes de marchandises. Le capitaliste qui autrefois avançait 1 de travail pour 1 de matières premières, avance aujourd'hui 1 de travail pour 10 ou 20 de matières premières. Si sa marge de profit restait la même par rapport à la valeur des produits vendus, son profit total serait dix ou vingt fois plus grand.

Mais pour cela il faudrait que cette quantité dix ou vingt fois plus grande de produits ait trouvé des acheteurs. Le capitaliste se contente donc d'un «taux de profit» plus faible et augmente la rémunération du travailleur: mettons qu'il la double en valeur réelle chaque fois que la productivité est multipliée par dix; dans le même temps il baisse le prix de vente parce que la marchandise contient 2 et non 10 de travail et il arrive à trouver des clients même parmi son personnel. Nous avons ici la loi de la baisse tendancielle du taux de profit avec l'augmentation de la productivité du travail et de la composition organique (rapport entre le capital constant et le capital total) du capital. Or toutes les conclusions sur l'impossibilité de ce système à perdurer dans le temps résultent et s'appuient sur la vérification de la loi de baisse du taux de profit (que le philocapitalisme de Staline lui faisait écarter imprudemment, voir notre *Dialogue*) (4).

La position communiste est complètement opposée à celles-ci (et d'autant plus qu'elles deviennent toujours plus manifestes et impérieuses): domination du travail vivant sur le travail mort! Utilisation de l'augmentation de

la productivité, non pour une folle augmentation parallèle d'une production inutile quand elle n'est pas nuisible, mais pour l'amélioration des conditions du travail vivant, c'est-à-dire réduction drastique de la journée de travail (5).

9. Engels définissait déjà en 1850 l'Amérique comme le pays dont la population double tous les dix ans; si c'est aussi le pays où la productivité triple tous les dix ans et donc est multipliée par 6 en vingt ans (ou avec la loi de progression géométrique rêvée par Staline pour la Russie, devient neuf fois plus grande), ce n'est donc pas un pays où le socialisme européen est inapplicable, mais celui qui nous a dépassé de loin dans la course à la crise de surproduction et à la pression explosive du capitalisme.

Du point de vue économique, l'accession du prolétaire au crédit avec la vente à tempérament d'articles de luxe en fait un «pauvre» et un sans-réserve achevé; son bilan n'est plus celui de quelqu'un qui possède zéro, mais celui de quelqu'un qui a hypothéqué une quantité de travail futur pour arriver à zéro: un véritable esclavage partiel.

Du point de vue social, toutes ces consommations correspondent à des réseaux d'influence et même de corruption dégénérative à l'avantage de la classe dominante et des tendances d'habitudes et d'idéologies qui lui conviennent. Le monstrueux système de publicité contraint le prolétariat à acheter avec ses augmentations de salaire des biens de consommation de mauvaise qualité, voire nocifs. La liberté individuelle de la riche Amérique ajoute au despotisme d'usine capitaliste le despotisme et la dictature sur les biens de consommation standardisés de la classe exploitée, à qui l'on impose des besoins absurdes pour ne pas lui accorder du temps libre et pour ne pas arrêter l'inondation mercantile.

Le système consistant à verser une petite fraction du bénéfice de l'entreprise proportionnellement au salaire annuel a un effet similaire. Quand on fait le compte sur des données statistiques précises, on s'aperçoit que dans le meilleur des cas, cela correspond à une augmentation de salaire qui ne dépasse guère les 5%, intégralement récupérée par le coup de fouet qu'elle donne au zèle de l'ingénieur «actionnaire» qui se fait ainsi rouler.

10. La théorie des crises récurrentes toujours plus graves est fondée sur celle de l'augmentation de productivité et de la baisse du taux de profit; elle ne pourrait être réfutée que si les indices caractéristiques du cours capitaliste venaient démentir cette dernière. On constate tout le contraire aux Etats-Unis, comme pourrait aussi le confirmer la comparaison avec nos industriels qui, dans la sidérurgie,

## La révolution anticapitaliste occidentale

aimeraient bien passer d'une production de 80 tonnes d'acier par ouvrier aux 200 tonnes américaines. Qui ne préférerait toucher 4% sur 200 plutôt que 5% sur 80?

La crise économique intrinsèque, c'est-à-dire de celle de l'«abstraite» (comme chez Marx) Amérique qui devrait manger tout ce qu'elle produit, est décrite en formules et en graphiques inexorables. Un tableau des marchandises qui oscillent en moyenne autour du prix du pain, nous montre qu'aujourd'hui l'ouvrier peut acheter une livre de pain avec la rémunération de 6 minutes de travail alors qu'il lui en fallait 17 en 1914. La population ouvrière a augmenté sans aucun doute par rapport à la population totale: comment feront les citoyens américains pour absorber trois fois plus de pain qu'ils en absorbaient en 1914, 10 fois plus qu'en 1848? Pour ne pas crever, ils devront suivre le conseil de manger des brioches! A un certain moment, d'un côté on ne pourra pas vendre une livre de pain de plus et de l'autre côté l'ouvrier, au chômage, ne pourra même plus en acheter une. En bref, voilà pourquoi le vendredi noir reviendra, et toujours plus noir.

11. Une solution consiste à faire avaler du pain à des populations qui jusqu'ici mangeaient du mil, du riz ou des bananes (les Mau-Mau ont-ils vraiment tort?). Et pour cela, on commence par canonner ceux qui empêchent de débarquer, puis, plus tard, ceux qui vendent moins cher le riz ou les bananes: voilà l'impérialisme. Si la théorie marxiste des crises et des catastrophes colle parfaitement, il en va de même pour la théorie de l'impérialisme et des guerres. Les données sur lesquelles s'appuie Lénine dans son livre sur *l'Impérialisme* ont été relevées en 1915; elles sont confirmées aujourd'hui avec dix fois plus de force par les statistiques américaines.

Celles-ci comparent d'autre part le niveau de vie en Amérique et dans les autres pays qui l'entourent: en premier lieu, avec les pays alliés; ensuite avec les ennemis. Si dans les premiers une livre de farine nécessite 4 fois plus de temps de travail qu'en Amérique, elle en nécessiterait neuf fois plus en Russie, selon ces statistiques américaines. Même si les statistiques russes fournissaient un chiffre inférieur, il est hors de doute que dans la zone orientale, les lois de l'accroissement de la productivité, de la composition organique du capital et de la chute du taux de profit ont encore un long chemin devant eux, ce qui provoque une grande confusion chez ceux qui lisent à l'envers les conditions de la révolution et la distance qui nous en sépare.

Où que soit placée la première pièce d'artillerie et lancée la première fusée, peut-être depuis la lune (6), il est certain qu'il faut frapper au centre du système américain pour lui appliquer vigoureusement un frein à la croissance folle de la consommation et de la production qui démontre qu'il est vrai que l'homme ne vit pas que de pain, mais que si cet homme gagne en 6 minutes son pain de la journée et qu'il travaille néanmoins plus de deux heures, ce n'est pas un homme mais un crétin.

12. La raison pour laquelle il n'y a pas aux Etats-Unis un véritable parti communiste au programme intégralement révolutionnaire, alors que ce programme est si «actuel» et que les conditions y sont mûres au point de tendre potentiellement à se putréfier, est un grand problème historique posé à l'échelle mondiale.

La troisième vague opportuniste qui a brisé le mouvement marxiste du premier immédiat après-guerre a trois aspects: - réduction au capitalisme de la forme de production qui se développait en Russie. - abandon des revendications communistes par l'Etat politique russe - politique d'alliance militaire de celui-ci et d'alliance politique des partis parallèles en occident sur des revendications de nature bourgeoise et démocratique.

Le brusque passage de l'apologie du régime capitaliste américain comme ami et défenseur du prolétariat mondial à sa dénonciation comme ennemi de la classe laborieuse qu'il ne serait devenu qu'en 1946, ne pouvait que

saboter encore plus la formation révolutionnaire du prolétariat en Amérique et y interposer des freins historiques à la formation d'un véritable parti de classe.

Il ne sera possible de dépasser cette situation que sous tous ses aspects: démonstration qu'il n'y a pas de construction du socialisme en Russie; que si l'Etat russe entre en guerre, ce n'est pour le socialisme, mais pour des rivalités impérialistes; démonstration surtout qu'en Occident les buts démocratiques, populaires et progressistes non seulement n'ont aucun intérêt pour la classe des travailleurs, mais reviennent à consolider un capitalisme en putréfaction.

13. Dans ce long travail de reconstruction (qui doit aller de pair avec la maturation de la crise de la forme de production occidentale, et américaine en particulier, dont toutes les conditions déterminantes existent pour qu'aucune diversion de politique intérieure ou mondiale ne puisse la retarder plus de quelques décennies), il faut repousser l'illusion que de nouveaux expédients ou des conclusions de quelques prétendus intellectuels puissent valoir davantage que les confirmations historiques déjà apportées par les faits à la doctrine originelle marxiste, correctement comprise et appliquée.

Le parti communiste défend la perspective future d'un temps de travail réduit et consacré à des objectifs utiles à la vie, et il travaille en fonction de ce résultat de l'avenir en s'appuyant sur tous les développements réels. Cette conquête qui semble misérablement exprimé en heures et réduite à un décompte matériel, constituera en réalité une victoire gigantesque, la plus grande possible, par rapport à la nécessité dont nous sommes tous esclaves. Car même après la disparition du capitalisme et des classes, l'espèce humaine sera encore soumise à la nécessité imposée par les forces de la nature: la liberté absolue au sens philosophique restera toujours un mirage.

Celui qui, surtout dans le tourbillon du monde actuel, au lieu de se raccrocher au fil de cette notion impersonnelle des conditions de l'avenir, veut imaginer dans sa pauvre tête des recettes nouvelles et des formulations inédites doit être considéré comme plus dangereux que les plus crasses conformistes et serveurs du capital qui professent son existence éternelle.

(1) Voir par exemple «Le Prolétaire» n°164, ou «Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste», Ed. Prométhée.

(2) Ce texte avait été publié sur la brochure «Sul Filo del Tempo», 1953 (reprint «Il Comunista» 1990) avec d'autres compte-rendus ou résumés des réunions de cette époque, en attente de pouvoir en donner si possible les textes complets (ce qui ne fut pas le cas). Il y était précisé que ces résumés étaient l'oeuvre spontanée de militants.

(4) Il s'agit de «Dialogue avec Staline», Texte du PCInt. n°8.

(5) Le compte-rendu du journal précise: «Quelle est la revendication socialiste et communiste? Est-ce que c'est: augmentez le salaire, diminuez le profit et le surtravail (qui a une fonction sociale depuis que le capitalisme a socialisé marché et travail!), faites-nous consommer davantage, faites-nous absorber plus de vos produits de divertissements et de culture, à plus d'intoxication diffusée par l'école, l'art, la radio, la télévision, la publicité? Pas du tout. La revendication est: libérez le travail vivant du poids sinistre du travail mort, ajustez le temps de travail en rapport avec sa puissance productive, donnez la liberté du matériel temps, la seule qui ait un sens par rapport à la nécessité inévitable (comme dit dans une splendide citation de Marx) qui lie l'espèce humaine à une lutte incessante, y compris, dans le futur, contre les conditions naturelles adverses. Ce n'est pas une revendication réformiste, mais

une formidable revendication révolutionnaire que cette simple exigence: diminution du temps de travail journalier!».

(6) Il manque ici manifestement un passage pour comprendre le raisonnement du rapporteur. Dans une guerre impérialiste, la pire alternative pour la possibilité d'une future révolution est la victoire du camp économiquement et socialement le plus puissant, en l'occurrence les Etats-Unis, «ennemi n°1» du prolétariat mondial. Cela ne signifie pas qu'il faille s'allier au camp impérialiste adverse des Etats-Unis, car la condition essentielle pour qu'une telle révolution advienne, est que le prolétariat ait la force de se maintenir sur une position de classe, donc absolument indépendante de toute alliance avec des forces bourgeoises quelles qu'elles soient.

Après avoir rappelé que le centre du capitalisme mondial se trouve aux Etats-Unis et que les mouvements des peuples de couleur sont un obstacle à sa puissance, le compte-rendu écrit: «Redoutable agent contre-révolutionnaire et conservateur dans la politique interne de tous les pays capitalistes, défaitiste dans la guerre civile prolétarienne, le poulpe russe, s'il n'est pas contenu à coups de dollars - ce qui est possible mais qui ne serait qu'une solution temporaire et non définitive -, travaille sans le savoir pour la révolution en sabotant au plan international les soupapes de sécurité du sinistre capitalisme occidental, avec des canons, des bombes et des avions.

La crise du système de production et de consommation américain éclatera avant ou en même temps que la troisième guerre mondiale, celle-ci pouvant se dérouler entre la Russie et les Etats-Unis, ou bien, à la Staline, éclatant sur une autre ligne de faille impérialiste. Mais nous voyons cette crise comme inévitable et indispensable au déclenchement d'une grande vague historique de la révolution communiste dont nous calculons le délai en dizaines d'années».

## Drizdo Losovsky LA NATURE DU RÉFORMISME

Nous donnons ci-dessous un extrait du discours de Losovsky, militant bolchevik dirigeant l'Internationale Syndical Rouge, au Congrès de fondation de la CGTU à Saint-Etienne en 1922. La CGTU («CGT Unitaire») regroupait les sections de la CGT où les révolutionnaires étaient majoritaires et qui avaient été exclues pour cette raison par la direction réformiste.

L'intérêt du discours réside dans la lucidité de Losovsky qui réfute l'explication banale qui se limite à la trahison des chefs réformistes; ce ne sont pas seulement les chefs, mais toute une partie de la classe ouvrière qui, soumise à la bourgeoisie, est hostile à la révolution: faisant confiance aux promesses d'améliorations graduelles de sa situation, elle préfère la sécurité du présent aux incertitudes de la lutte révolutionnaire. Et nous sommes pourtant trois ans à peine après la fin de la première boucherie mondiale qui avait montré ce que valaient les promesses bourgeoises! Que l'on songe à ce qu'il en sera demain...

Le réformisme consiste essentiellement à nier la révolution. Une transformation lente, graduelle de l'organisme social et du gouvernement, au moyen des réformes sociales, doit élever sans secousses la société au plus haut degré de culture et de bien-être. La révolution, selon cette doctrine, serait donc un bouleversement du processus de production, une déperdition de forces dans la guerre civile et un affaiblissement de l'organisme national devant les ennemis de l'extérieur. Le problème serait donc de trouver et de bien marquer les intérêts communs au capital et au travail, et de réaliser une transformation pacifique en se basant sur la communauté d'intérêts de toutes les classes de la population. Telle est la théorie du réformisme.

(...) Si l'on suit attentivement l'histoire des luttes de classe de ces trois ou quatre dernières années, on verra que les plus importantes manifestations ouvrières ont été en définitive brisées par les ouvriers eux-mêmes que représentaient les syndicats et les partis réformistes.

Comment expliquer ce fait réellement monstrueux du point de vue de notre classe? Comment expliquer cette trahison de

l'ouvrier envers l'ouvrier, et cette alliance d'une partie de la classe ouvrière avec la bourgeoisie contre une autre partie de la classe ouvrière? La trahison des chefs est-elle une explication suffisante? Ce serait accorder une valeur trop grande à ces chefs si nous pensions que l'issue des luttes des classes pendant ces dernières années n'a dépendu que d'eux. Non, les chefs réformistes ne font que refléter et déterminer en ses formes le pouvoir de la bourgeoisie sur le prolétariat. Le prolétariat n'est pas seulement la classe de l'avenir, il est aussi une classe essentielle du présent capitaliste. C'est sur ses os, c'est avec son sang qu'a été bâti l'édifice grandiose de l'industrie capitaliste. Unique créateur de richesses, le prolétariat voit l'incarnation de son travail dans la croissance de l'industrie nationale. Le développement et la croissance de l'industrie donneront la possibilité de relever les salaires et d'améliorer les conditions de travail.

Dans l'esprit des larges masses, la prospérité et l'épanouissement de l'industrie sont associés intimement avec les intérêts du travail. L'école, la littérature et la presse bourgeoise servent à former

ces sentiments; on en vient ainsi à préférer patriotiquement les capitalistes de son pays à ceux de l'étranger; la lutte pour le marché international prend le caractère d'une lutte pour la civilisation et la culture... Les intérêts d'aujourd'hui priment ceux de demain. De là vient aussi la méfiance, de là tous les soupçons à l'égard des transformations brusques, des révolutions.

L'ouvrier moyen, éduqué par la presse bourgeoise et tout pénétré de préjugés bourgeois, craint la révolution parce qu'elle dérangera sa vie normale. La révolution, c'est l'inconnu, c'est l'incertain. La victoire n'est pas garantie d'avance et l'on risque de perdre sa tranquillité. Les cerveaux de millions d'ouvriers se trouvent entièrement au pouvoir des idées bourgeoises. Si l'on donne une forme concrète à toutes ces appréhensions, si l'on cherche le fondement théorique qui permet de préférer les intérêts d'aujourd'hui à tous les autres, si l'on cherche la formule de cette liaison historique et temporaire de la classe ouvrière avec le capitalisme, on arrive aux théories et à la pratique du réformisme qui, malgré des différences très marquées dans les divers pays, a toujours et partout un caractère commun: **il préfère la réaction sociale à la révolution sociale.**

Le réformisme est la philosophie du conservatisme ouvrier et il est parfaitement naturel que le réformisme national ait déclaré une guerre sans merci à la révolution sociale... Le rôle des chefs réformistes, dans la lutte contre le mouvement révolutionnaire et dans la conservation des bases de la société contemporaine, a été reconnu des plus effectifs par les représentants responsables de la bourgeoisie internationale.



# Le capitalisme porte une responsabilité écrasante dans la catastrophe provoquée par le tremblement de terre à Haïti !

Haïti, où la grande majorité des habitants (noirs à 95%) connaît une misère impressionnante, est un pays qui est entre les mains d'une poignée de riches capitalistes qui, avec l'appui de l'impérialisme, étranglent la population et soumettent les travailleurs à une exploitation bestiale: alors que le pays est exportateur de sucre, de café, de bananes et de mangues, le chômage est endémique, le revenu moyen par habitant n'est que de 1300 dollars (vingt fois moins que pour un pays européen) et l'espérance de vie dépasse de peu les 50 ans...

Haïti, où quelques grandes familles bourgeoises dominantes depuis toujours encaissent des profits gigantesques extorqués aux millions de prolétaires et de déshérités, a subi dans les dernières décennies un déboisement sauvage pour laisser la place aux plantations et aux constructions résidentielles, aggravant dramatiquement les ravages causés par les pluies tropicales.

Haïti est en effet depuis toujours sujette aux ouragans comme aux tremblements de terre.

## MAIS RIEN N'A JAMAIS ÉTÉ FAIT POUR PRÉVENIR LES CONSÉQUENCES DES OURAGANS, RIEN N'A JAMAIS ÉTÉ FAIT POUR PRÉVENIR LES CONSÉQUENCES DES TREMBLEMENTS DE TERRE !

Il a fallu le séisme du 12 janvier, de magnitude 7,3 et les trente secousses suivantes, de magnitude de 6 à 4 sur l'échelle Richter, pour que le monde entier découvre la terrible situation de misère et d'indigence de toute une population. La capitale, Port-au-Prince, qui regroupe plus de deux millions et demi d'habitants, la plupart vivant dans des bidonvilles autour du centre résidentiel des grands bourgeois, a été détruite: non seulement les quartiers pauvres ont été dévastés, mais le palais gouvernemental, les hôpitaux, le parlement, les hôtels à touristes, les bâtiments en dur se sont écroulés; même les résidences des bourgeois haïtiens ne respectaient pas les normes antisismiques: la spéculation n'a respecté personne!

L'ONU qui a de fait la tâche d'administrer le pays depuis le départ forcé de l'ancien président, possède des plans détaillés, établis à grands frais, sur les risques sismiques dans le pays, les plus graves étant liés précisément à l'urbanisation sauvage de la capitale. Mais le monde capitaliste représenté par l'ONU, n'a jamais jugé nécessaire d'entreprendre des actions préventives contre les conséquences désastreuses des ouragans qui frappent régulièrement le pays ni contre les risques sismiques. Le capitalisme n'a d'intérêt que pour l'accumulation des profits, pour

la défense des bourgeois qui régissent Haïti et qui sont les véritables mandants des massacres passés et du massacre actuel.

L'étendue des destructions à Port-au-Prince et aux autres grandes villes a révélé non seulement l'importance de la spéculation immobilière mais aussi l'absence de structures de secours à la population, avec eau, médicaments, nourriture, engins pour déblayer les ruines. Les habitants sont contraints d'essayer de sauver les personnes ensevelies à mains nues, pour les voir souvent mourir de leurs blessures faute de soins. Les grands médias internationaux parlent de 50 000 morts, d'autres avancent des chiffres de 100 ou 500 000 victimes: le chiffre exact ne sera jamais connu.

A quoi ont servi la grande technique moderne, les gigantesques moyens d'intervention qui sont utilisés dans les guerres? Devant une catastrophe comme celle de Haïti, ils ne servent à rien: ils sont très efficaces pour les guerres, pas pour la vie! Quand il s'agit de sauver des vies humaines, la société du capital non seulement est incapable de prévenir les causes des morts et des destructions, mais elle reste comme paralysée et impuissante à agir quand la catastrophe a lieu! C'est ce qui se passe à chaque fois, non seulement à Port-au-Prince dans la très pauvre Haïti, mais aussi à la Nouvelle-Orléans dans la très riche Amérique...

Et quand la population rescapée de la tragédie, à la recherche désespérée d'eau et de nourriture se précipite quelques kilomètres plus loin, vers la République Dominicaine, que trouve-t-elle? Accueil, Solidarité, refuge? Pas le moins du monde! Elle trouve la frontière barrée par l'Armée Dominicaine qui la refoule! Et quand les rescapés affamés s'emparent des vivres trouvés dans les magasins en ruines, ils sont traités comme des bandes de pillards! En dépit de tous les beaux discours humanitaires déclamés dans le monde entier, y compris par le pape, la défense de l'ordre sociale et de la propriété privée est le premier souci des bourgeois...

Haïti occupe la partie occidentale de l'île caraïbe Hispaniola, où Christophe Colomb mit le pied le 5 décembre 1492. C'est de ce moment que datent les colonisations européennes et le martyre des populations indigènes. Après leur disparition, les colons français et espagnols y déportèrent des millions d'esclaves noirs pour les faire travailler de force jusqu'à la mort à leur profit.

Mais Haïti a aussi une glorieuse histoire de révolte anti-esclavagiste et ses habitants y fondèrent en 1802 la première république d'Amérique Latine. Cependant le sort de sa population ne changea guère car à l'esclavage négrier des siècles précédents, succéda l'esclavage capitaliste et impérialiste. A Haïti

le capitalisme n'a apporté progrès et bien-être qu'à une petite minorité de bourgeois vampires.

La prolétarisation forcée de la population haïtienne est historiquement un fait positif, car c'est seulement de la lutte de ces prolétaires, en union avec leurs frères de classe des autres pays, que sonnera demain l'heure de la revanche. Aujourd'hui les perspectives de lutte de classe, d'organisation prolétarienne, de révolution communiste peuvent sembler ensevelies à jamais devant l'expérience des faux pays socialistes, ou complètement illusoire.

Mais la propagande bourgeoise ne pourra jamais empêcher les poussées de révolte provoquées par le capitalisme lui-même. Et ces révoltes ne pourront que se couler dans la lutte de classe menée par le prolétariat pour survivre et se donner l'objectif de renverser la domination bourgeoise sur les masses de la population de tous les pays. Alors la défaite infligée par les anciens esclaves haïtiens aux armées napoléoniennes en 1804, pâlera devant la défaite que les armées prolétariennes guidées par le parti communiste mondial infligeront aux armées des puissances impérialistes.

Rêve illusoire? Mais l'indépendance de Haïti, suivant de peu l'indépendance des Etats-Unis, paraissait aussi être une illusion fantastique!

## QUE DÉMONTRE CETTE NOUVELLE TRAGÉDIE, QU'UNE FOIS ENCORE ON VEUT FAIRE PASSER POUR UNE « CATASTROPHE NATURELLE » ?

Elle démontre que si le capitalisme réussit à dominer une petite partie de la nature avec sa technique et ses découvertes «scientifiques», il le fait toujours en fonction exclusive de la recherche du profit; c'est-à-dire en opposition non seulement à une véritable connaissance scientifique des forces naturelles, mais aussi en opposition aux exigences vitales de l'espèce humaine. La connaissance devrait avant tout conduire à la prévention; mais chacune de ces catastrophes soi-disant «naturelles» donne la preuve que la prévention n'intéresse pas le capitalisme parce que les profits qu'il tire des catastrophes et des désastres en tout genre sont bien supérieurs à ceux qu'il tire de l'activité productive et commerciale en temps normal: le capitalisme est bien l'économie qui vit du malheur!

La servitude infligée par le système capitaliste à la grande majorité de la population du monde est en fait plus dure que l'esclavage de l'antique société romaine. L'obligation de se plier à la loi de la valeur, de

l'échange, du profit, sous peine de mourir de faim et en risquant sa peau dans les accidents du travail ou les guerres, est présentée systématiquement comme un «libre choix», comme une libre activité personnelle dans un monde égalitaire et fraternel. Mais en réalité les prolétaires ne sont que les esclaves modernes - traités avec une brutalité encore plus grande s'ils ont la peau noire!

Refuser les campagnes hypocrites de solidarité organisées par les mêmes puissances qui massacrent, bombardent, affament et polluent le monde, est le minimum pour tout prolétaire. Mais cela ne peut suffire, car la véritable solidarité nécessite la rupture effective avec la collaboration de classes dont les capitalistes sont les seuls bénéficiaires.

La lutte de classe commencera par la rupture sociale entre prolétariat et bourgeoisie, avant tout dans les riches pays industrialisés; alors un autre tremblement de terre secouera la société du capital: le tremblement de terre social qui mettra à l'ordre du jour dans tous les pays la lutte révolutionnaire prolétarienne pour ensevelir un système qui ne produit que misère, famine et mort!

16 janvier 2010

### « Proletarian »

Nr. 5 - December 2009

Supplement to «le prolétaire» Nr. 494  
(One copy : £1 / US\$1,5 / €1,5)

Notre site Internet :  
www.pcint.org

Adresse e-mail :  
leproletaire@pcint.org

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

4ème liste 2009

Claude: 7,50 / Colomiers: 92,50 / Paris: 600,00 / Peter: 20,00 / Raymond: 107,50

Total liste: 827,50  
Total général: 5812,60

1ère liste 2010

Amaury: 12,00 / François 1: 4,50 / François 2: 6,50 / Gilbert: 9,00 / Jean-Pierre: 7,50 / Laval: 12,35 / Laurent: 14,00 / Paris: 300,00 / Pour la presse: 20,00 / Richard: 2,00 / Victor: 30,00 / Strasbourg: 10,00

Total liste: 427,85

### Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

### CORRESPONDANCE :

Pour la France : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon  
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens  
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

## Une initiative du parti:

### Republication en italien de «Terrorisme et communisme» de Léon Trotsky

L'ouvrage de Léon Trotsky: «Terrorisme et Communisme» est enfin à nouveau disponible en italien. Texte digne de figurer parmi les classiques du marxisme, cet ouvrage est très mal vu des «trotskystes» actuels qui le trouvent affreusement antidémocratique; c'est pourquoi il n'avait jamais été réédité en italien, l'exécuteur testamentaire de Trotsky, le trotskyste Livio Maitan, s'y opposait!

La traduction a été entièrement revue d'après la version française (publiée par le parti au début des années 80 dans les «Editions Prométhée») qui se basait sur l'original russe. Il est publié dans une

nouvelle série intitulée «Textes du marxisme révolutionnaire»; nous espérons pouvoir y publier, dans la mesure de nos forces, d'autres textes marxistes introuvables actuellement soit parce qu'épuisés depuis longtemps, soit parce qu'ils n'ont jamais été traduits. D'ores et déjà une version espagnole est en préparation.

Ce travail n'a été possible que grâce à une souscription internationale: nous remercions chaleureusement tous ceux qui y ont participé en comprenant que la diffusion des textes marxistes est une tâche essentielle du militantisme communiste.

## TERRORISMO E COMUNISMO

Leon Trotsky



Testi del marxismo rivoluzionario 1

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «proletaire»: 7,5 € / 30 FS / £ 10. Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. Abonnement: 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. Abonnement de soutien: 27 € / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. Prix de soutien, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. Imprimé par nos soins.